

Etablissement support
Filière Restauration

Décembre 2024

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES
ET SERVICES**

REST 24-004

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**FOURNITURE DE PRODUITS
ALIMENTAIRES POUR LA CAFETERIA
DE L'EPSM DE LA SARTHE**



SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	1
CHAPITRE 1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE	5
4.1 Décomposition en lots	5
4.2 Décomposition en tranches	5
4.3 Décomposition en phases	5
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE	5
6.1 Bons de commande	5
ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	7
ARTICLE 9 : CONDITIONS PARTICULIERES	8
9.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	8
9.2 Respect des principes de la République	8
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	8
ARTICLE 10 : CONTENU DU PRIX	8
ARTICLE 11 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX	9
ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT	10
12.1 Avance	10
12.2 Remise de la demande de paiement	10
12.3 Contenu de la demande de paiement	10
12.4 Comptables assignataires	11
12.5 Délais de paiement	11
12.6 Intérêts moratoires	11
CHAPITRE 3 : DELAIS	11
ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION	11
ARTICLE 14 : PENALITES	12
14.1 Pénalités pour retard	12
14.2 Pénalités diverses	12
CHAPITRE 4 : EXECUTION	13
ARTICLE 15 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	13
15.1 Livraison	13
15.2 Clause de réexamen	14
15.3 Changement de références	14
15.4 Prestations similaires	14
ARTICLE 16 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	14
16.1 Opérations de vérification	14
16.2 Garanties	15
ARTICLE 17 – ASSURANCES	15
ARTICLE 18 – RESILIATION	15

<i>Exécution de la prestation aux frais et risques</i>	<i>15</i>
ARTICLE 19 – DIFFERENDS	16
ARTICLE 20 – DEROGATIONS	16
ARTICLE 21 – ANNEXES.....	16

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé-Le-Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour le compte de l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM).

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte de l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM) ;

Et,

- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de produits alimentaires, confiserie, gâteaux, barres chocolatées, boissons pour la cafétéria de l'établissement Public de Santé Mentale de la Sarthe.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un **accord-cadre à bons de commande** en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

Les prestations visées au présent CCAP sont réparties en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N° LOT	INTITULE
01	Confiserie
02	Gâteaux
03	Barres chocolatées
04	Boissons

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Les prestations sont conclues pour une durée de **24 mois**.

Le marché est tacitement reconductible **2 fois par période de 12 mois**. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le marché s'exécutera à compter de la notification.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Bons de commande

A / Exécution des bons de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec :

N° LOT	NOMBRE DE TITULAIRE
01	1 titulaire
02	1 titulaire
03	1 titulaire
04	1 titulaire

Les accords-cadres sont conclus sans minimum et avec maximum pour leur durée totale :

Lot n° 1 - Confiserie

Montant minimum : néant

Montant maximum : **12.000 € HT** pour la durée totale du marché

Lot n° 2 - Gâteaux

Montant minimum : néant

Montant maximum : **32.000 € HT** pour la durée totale du marché

Lot n° 3 – Barres chocolatées

Montant minimum : néant

Montant maximum : **24.000 € HT** pour la durée totale du marché

Lot n° 4 - Boissons

Montant minimum : néant

Montant maximum : **12.000 € HT** pour la durée totale du marché

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les commandes seront passées par l'EPSM au moyen de **bons de commande** signés du Directeur des Achats ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des articles ou produits et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;
- La ou les dates de livraison ;
- Le lieu de la livraison ;
- Le montant unitaire HT et TTC des produits ;
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des produits.

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

B / Annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émis de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'annulation interviendra dans un délai maximum de 1 jours ouvrés avant la date de commencement d'exécution.

Si une avance a été versée, elle devra être remboursée dans un délai de 1 jours à compter de l'annulation du bon de commande.

En cas d'annulation du bon de commande, aucune indemnité ne sera versée au titulaire du marché.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique et financière du titulaire (+ catalogue) à l'exception des quantités précisées dans le D.Q.E. qui sont données à titre indicatif, (*)

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter

rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 9 : CONDITIONS PARTICULIERES

9.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

9.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 10 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois m_0 .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 11 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Le prix est **révisable**.

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant les premières 6 mois du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, tous les 6 mois. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché
- Les prix révisés des annexes financières du marché

Cette demande devra être adressée au Directeur des Achats de Centre Hospitalier du Mans (Celluledesmarches@ch-lemans.fr).

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o [0.15 + 0.85 (I/I_o)]$$

dans laquelle :

- P étant le prix révisé
- P_o le prix initial
- I_o est le valeur prise au mois zéro par l'index de référence I du marché
- I est le valeur prise au mois d'établissement de révision par l'index de référence I du marché.

La date d'établissement des prix est la date limite de remise des offres finales.

Index de référence : **INSEE A38-CA: prix de production de l'industrie française pour le marché français - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac**

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F. : Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes** ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 3%, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après

avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 3%,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché.

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option A** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

12.2 Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement intervient après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché.

12.3 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;

- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

12.4 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

12.5 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

12.6 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION

13.1 Délais d'exécution des prestations

Voir bon de commande.

13.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 14 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

14.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

La pénalité de retard s'applique selon la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

- P correspond au montant des pénalités,
- V à la valeur des prestations (égale au montant hors variation de prix et hors TVA de la partie des prestations retardées).
- R = le nombre de jours de retard.

14.2 Pénalités diverses

Pénalité pour non-respect du mémoire technique : 50 € HT par manquement constaté

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 50 € HT par manquement constaté.

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 15 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

15.1 Livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la date de livraison ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- la quantité commandée ;
- la quantité livrée.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13.2 du présent CCAP.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Les fournitures devront être livrées dans les conditions prévues sur les bons de commande émis par le Directeur des Achats et au marché à l'adresse suivante :

**EPSM de la Sarthe
Cuisine centrale
20 avenue du 19 mars 1962
72700 ALLONNES**

Les conditions seront les suivantes :

- Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectueront sous l'entière responsabilité du titulaire du **marché avec des véhicules équipés d'un hayon** ;
- Le **déchargement de la marchandise** sera effectué par les soins du titulaire;
- Les livraisons seront faites sur palette "EUROP" consignées, de dimensions 80 x 120 cm, hauteur maximale d'1.5 m. L'ensemble palette et marchandise doit être filmé avec les indications des produits parfaitement lisibles (orientées vers l'extérieur).
- Sur l'emballage doivent figurer très clairement les conditions de stockage.

Le titulaire du marché mentionnera impérativement le **délai de livraison maximum des articles**, à compter de la date de réception du bon de commande.

15.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.
- En cas d'un besoin non-prévu dans le BPU, le pouvoir adjudicateur pourra recourir au catalogue jointe à l'offre du candidat et ceci pour un montant maximum de € 1 000 / an.

15.3 Changement de références

Dans l'hypothèse d'un changement de références d'un article, sans incidence sur le prix, le titulaire devra adresser systématiquement à la Direction des Achats du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, une nouvelle grille de références avec correspondance entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature afin de permettre le suivi de la facturation.

15.4 Prestations similaires

Pour les prestations de fournitures, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de faire procéder à des livraisons complémentaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 16 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

16.1 Opérations de vérification

16.1.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur sur les prestations livrées au titre du marché

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas livrer la marchandise dans la marque et la qualité retenues, il en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui proposera d'urgence des marchandises de qualité équivalente dans la nouvelle marque proposée en remplacement. Il ne pourra effectuer les livraisons qu'après accord du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, les vérifications pourront se dérouler sans que le titulaire ne soit informé par l'acheteur.

16.1.2 Déroulement des opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les opérations de vérification nécessitant un examen plus approfondi sont exécutées par l'acheteur et notifiées dans les quinze jours.

16.1.3 Décision après vérification

Application du CCAG-FCS

16.2 Garanties

Application du CCAG-FCS

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

Exécution de la prestation aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
02 53 46 79 83 - 6 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@dreets.gouv.fr <https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

ARTICLE 20 – DEROGATIONS

L'article 6 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS
L'article 7 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS
L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS
L'article 16.1.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS

ARTICLE 21 – ANNEXES

Annexe A – Coordonnées Etablissement GHT avec FINESS + SIREN
